

Rapport annuel 2016

peacebrigadesinternational

Promotion de la non-violence et des
droits de l'Homme depuis 1981



Chers amis,

Si c'est votre premier contact avec les Brigades de Paix Internationales, nous vous remercions de prendre le temps de faire connaissance avec notre travail. Si vous êtes un vieil ami, merci de poursuivre votre voyage avec nous. Comme vous pourrez le constater ci-dessous, 2016 a été une année très active. Mais rien n'aurait été possible sans le soutien que nous recevons de toutes parts. C'est pourquoi je tiens à remercier tous ceux qui ont contribué, directement ou indirectement, à nos combats en faveur des droits de l'Homme et d'une paix durable. En 2016 nous avons travaillé avec plus de 600 personnes¹ qui risquent leur vie pour défendre les droits des autres en Colombie, au Guatemala, au Honduras, en Indonésie, au Kenya, au Mexique et au Népal. Ces courageux "défenseurs" sont au cœur de notre engagement. En 35 ans, nous avons déployé et consolidé nos activités en réponse aux besoins exprimés par des

Les Brigades de Paix Internationales (PBI) veulent promouvoir un monde dans lequel les conflits sont traités de manière non-violente, les droits humains universellement respectés, où la justice sociale et le respect de toutes les cultures sont devenus réalité. PBI croit qu'on ne peut parvenir à une paix stable et à une résolution durable des conflits par des moyens violents.

PBI travaille dans des pays où des groupes de population subissent violences, intimidations et répression. Nous n'intervenons qu'à la demande de défenseurs locaux, et en réponse à leurs besoins. Nous sommes convaincus que la résolution durable des conflits ne peut venir de l'extérieur mais doit être fondée sur les capacités et les aspirations des populations locales. Nous refusons de nous imposer, d'interférer ou de nous impliquer directement dans le travail des organisations que nous accompagnons. Nos interventions prennent essentiellement quatre formes : accompagnement protecteur, formation, plaidoyer et mise en réseau avec des partenaires poursuivant des objectifs comparables. L'efficacité du travail de PBI tient à ce qu'il associe une présence sur le terrain, aux côtés des défenseurs des droits de l'Homme, à des relations suivies avec un vaste réseau international de soutien.

défenseurs investis sur le "terrain".

Voici quelques exemples des engagements de PBI : en Colombie, nous accompagnons DiPaz, une plateforme inter-religieuse qui intervient dans les zones de démobilisation dévolues aux FARC par les accords de paix. En Indonésie, nous avons donné notre première formation de formateurs, pour préparer des défenseurs papous à promouvoir la sécurité et la protection de leurs camarades militants. Au Kenya, PBI a créé une "boîte à outils" en ligne pour les femmes défenseuses de terrain et organisé, pour les procureurs, une formation sur les droits humains. Au Népal, NepalMonitor, la seule base de données en ligne existant dans le pays qui recense les atteintes aux droits, a vu doubler le nombre de ses abonnés. L'équipe qui en assure la gestion a également donné de nombreuses formations à la sécurité à travers le pays.

Malheureusement, la famille de PBI a été

profondément attristée par les assassinats de Berta Cáceres et de Nelson Noé García² : leur mort n'illustre que trop bien les risques pris par les défenseurs et le besoin de la présence protectrice de PBI.

Au nom de PBI je vous remercie pour votre soutien. C'est grâce à vous que nous pouvons poursuivre notre travail.

Dans la paix,



John S. Carlarne, DPhil
Président de PBI

¹ Ce nombre comprend tous les membres des organisations avec lesquelles travaille PBI, qui bénéficient de son accompagnement protecteur, de ses formations, de l'organisation de tournées de plaidoyer et d'autres mesures de soutien.

² PBI a accompagné les membres de COPINH à la suite de ces assassinats pour accroître leur sécurité.



PBI Honduras accompagnant le CEHPRODEC au cours de la marche à Dulce Nombre de Culmi

Légende photo de couverture :

Un volontaire de PBI avec un membre de la communauté déplacée Rarámuri in Samalyuca, Juan Luz Gabino Abelin Palma, octobre 2016

Membres du Conseil International de PBI en 2016

John Carlarne (Président), Erika Zarate (Vice-Présidente), Ellen Kaas (Tresorière), Shane Guthrie (Secrétaire), Marianne Bertrand, Denise Cauchi, Carla Clarke, Stephen Darvill, Christen Dobson, Isabella Flisi, Sonia di Mezza, Ana Sanchez, Fathi Zabaar

Sommaire

Ce que fait PBI	3
2015 en chiffres	4
Où travaille PBI	6
Plaidoyer : quelques faits significatifs	8
Regards sur les activités de terrain	10
Nos volontaires, nos bénévoles et nos soutiens	14

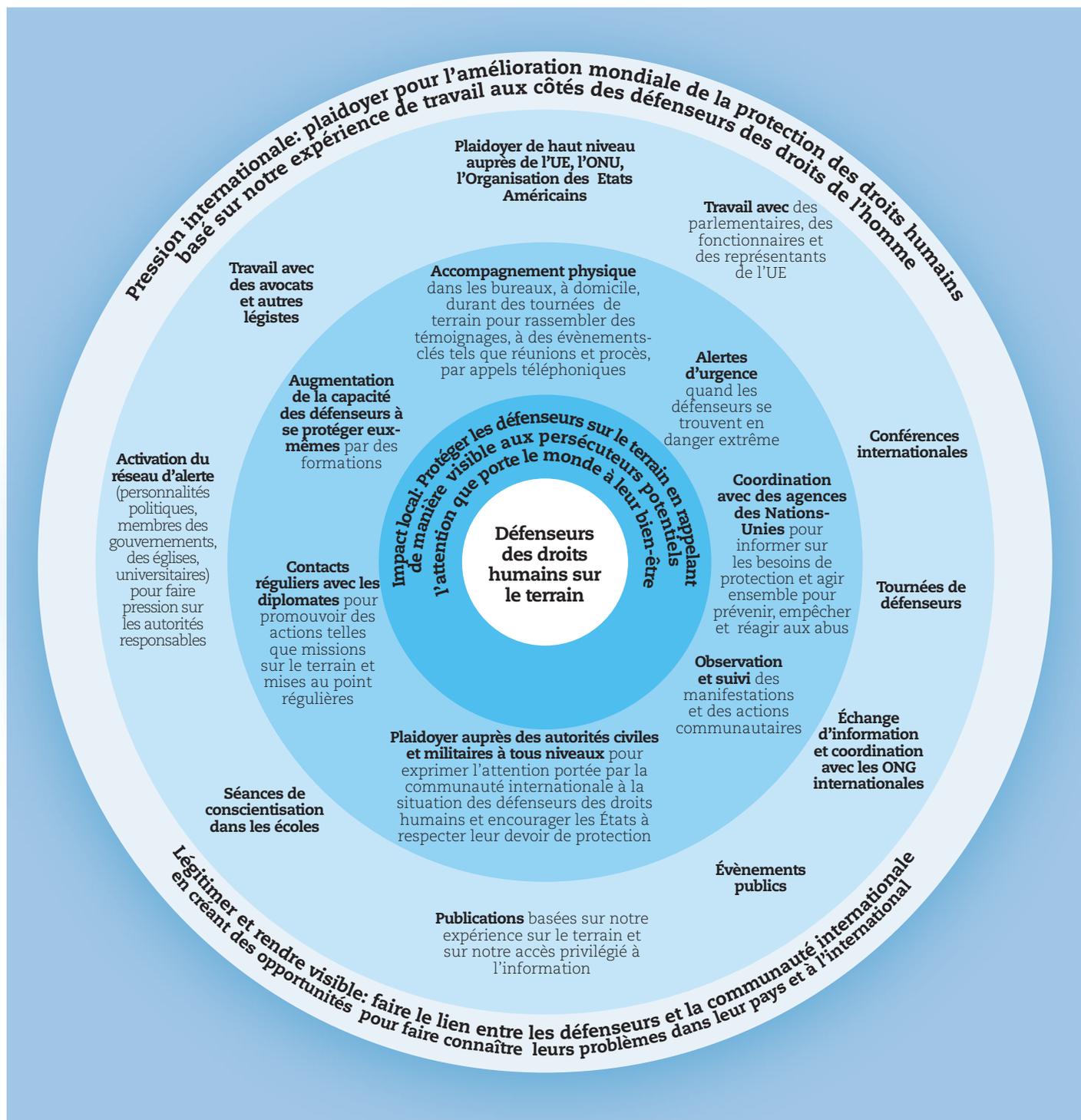
Ce que fait PBI

Les défenseurs des droits de l'Homme – ces personnes courageuses qui se battent pour les droits et la dignité de leurs peuples, parce qu'elles croient que tout homme a le droit de vivre en paix dans la justice – sont au cœur de l'engagement des Brigades de Paix Internationales. PBI offre protection, soutien

et reconnaissance internationale aux défenseurs qui œuvrent dans des zones de conflit où ils sont réprimés. PBI intervient à la demande de ces défenseurs, les aide à créer des liens avec l'extérieur et à faire connaître leur combat.

PBI intervient à tous les niveaux – depuis le militaire posté à un

checkpoint jusqu'aux instances nationales et internationales, comme les Nations Unies – pour faire appliquer des droits internationalement reconnus. Nos équipes de volontaires internationaux témoignent que la société internationale est vigilante et se tient prête à agir.



2016 en chiffres

En 2016, PBI a apporté protection et soutien à 648³ défenseurs (343 femmes et 306 hommes) appartenant à 65 organisations qui ont soutenu des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants à qui était dénié le bénéfice de leurs droits fondamentaux – qu'ils aient été chassés de leurs terres, que des membres de leur famille aient disparu, qu'ils aient été victimes de torture ou

d'enlèvement de la part des forces armées.

PBI a assuré 928 accompagnements physiques, 723 rencontres avec les personnes ou organisations accompagnées pour leur apporter soutien moral ou conseils pratiques. Ces rencontres visent tantôt à s'assurer que "tout va bien", tantôt à apporter des réponses adaptées à des incidents menaçant leur sécurité. PBI a

également donné des centaines d'appels téléphoniques pour s'informer de la situation des défenseurs et s'assurer de leur sécurité.

PBI a également animé ou hébergé 122 formations pour plus d'un millier de défenseurs portant sur des questions de sécurité, de plaidoyer, de résistance au stress et à la pression psychologique.

ACCOMPAGNEMENT PHYSIQUE :

Bunge la Mwananchi, Kenya

PBI a accompagné plusieurs des membres les plus actifs de Bunge la Mwananchi (le Parlement du peuple), un mouvement de promotion de l'égalité sociale et de la démocratie participative dans les bidonvilles de Nairobi où les violences policières et les expulsions sont monnaie courante. Ces militants affrontent menaces, harcèlement, violences et diffamation. PBI les a donc accompagnés à 14 reprises en 2016. au nombre de ces accompagnements figure celui de Kibowen à la Commission Nationale Kenyane des Droits de l'Homme (KNHCR) et à l'Institut National des Droits de l'Homme du Kenya (NHRI) pour soutenir une plainte pour corruption et brutalité policière. Plusieurs jours après, alors qu'il venait de faire enregistrer son témoignage auprès de la police, et que son avocat l'avait quitté, il a été arrêté et détenu. PBI a obtenu des instances supérieures de la police qu'il soit relâché quelques heures après. Nous avons également accompagné six défenseurs qui protestaient contre l'arrestation illégale de 8 membres de la communauté alors qu'ils protestaient pacifiquement contre le viol d'une jeune



Une journée à Mathare avec les défenseurs

filles par un officier de la police locale : bien que la jeune fille ait porté plainte contre la police, munie d'un certificat médical, l'officier n'avait pas été arrêté. La

présence de PBI et le soutien de la KNHCR et de la NHRI ont permis que l'officier soit finalement arrêté, inculpé et que les membres de la communauté soient libérés.

FORMATION ET DÉVELOPPEMENT PERSONNEL :

Honduras

En 2016, PBI a assuré 15 formations pour 192 personnes (101 femmes et 91 hommes) appartenant à 35 organisations dans le but de renforcer tous les aspects de la sécurité des défenseurs honduriens. Nous avons travaillé en partenariat avec la Fondation Acceso, une ONG costaricienne spécialisée dans les formations à la sécurité en Amérique centrale et la Plateforme Internationale contre l'Impunité. Les formations se déroulaient en plusieurs sessions ; les sujets abordés concernaient : la sécurité physique, la sécurité des communications et du partage des informations, les stratégies de protection d'ordre juridique et politique, l'équilibre psychologique. La question du genre était prise en compte transversalement. Les six organisations qui ont participé à la formation



Atelier de formation pour l'association LGBT Arcoiris, avril 2016

approfondie ont élaboré des plans relatifs à leur sécurité, des comités dédiés pour le suivi de ces plans, de façon à ce que ces questions soient pleinement prises en compte dans

le travail quotidien. Les retours reçus des défenseurs ont été extrêmement positifs, aussi prévoyons-nous de développer cette activité en 2017.

PBI a manifesté ses préoccupations concernant les défenseurs dans **268 rencontres avec des autorités gouvernementales**, locales ou régionales, pressant celles-ci de respecter leurs obligations concernant les droits humains en Colombie, au Guatemala, au Honduras, au Kenya et au Mexique. Les groupes nationaux ont également plaidé la cause des défenseurs auprès de leurs gouvernements au cours de **104 entretiens** au Canada, en France, en Allemagne, en Irlande, Italie, Norvège, Espagne, Suisse, aux Pays-Bas et au Royaume Uni.

PBI a publié plus de **110⁵ documents video et émissions radiophoniques** pour exposer les réalités qu'affrontent les défenseurs et amplifier la diffusion de leurs messages tant auprès du grand public qu'auprès d'instances officielles. Chaque mois, nous adressons à notre réseau de soutien des informations détaillées provenant du terrain. Notre accès privilégié aux informations issues du terrain, l'objectivité et la rigueur de nos analyses, contribuent grandement à l'efficacité de notre travail de protection et de plaidoyer.

PBI a sollicité **10 fois son réseau d'alerte**, lorsque les situations subies par les défenseurs que nous accompagnons présentaient des risques particulièrement graves.

Nous avons participé à **764 rencontres avec des membres du corps diplomatique, des organisations internationales** (au nombre desquelles différentes agences des Nations Unies), **des ONG locales, nationales et internationales**, pour attirer l'attention sur les risques encourus par les défenseurs, informer sur l'efficacité des mesures de protection et de prévention, proposer des améliorations de ces dispositifs et collaborer avec d'autres instances pour renforcer l'action de la société civile autour des défenseurs.

PBI a organisé des tournées de plaidoyer pour **20 défenseurs**, leur permettant de se rendre en Europe et en Amérique du Nord pour attirer l'attention de la communauté internationale et solliciter son soutien. Ces tournées permettent aux défenseurs de créer des liens avec des acteurs-clés – des parlementaires aux militants de base – et de bénéficier de soutiens politiques, moraux et financiers.

³ Ces chiffres incluent les personnes bi et transsexuelles. Chaque fois que nous mentionnons les défenseurs, nous incluons tout le spectre des différences de genre des personnes que nous accompagnons. La charte de PBI implique le soutien des personnes de tous genres, qu'elles soient isolées ou rassemblées dans des collectifs.

⁴ Le nom a été modifié par mesure de sécurité

⁵ Comisión Nacional de Derechos Humanos de Kenia.

MOBILISATION DU RÉSEAU D'ALERTE : Cabinet d'Avocats des Droits de l'Homme (BDH), Guatemala

BDH est un cabinet d'avocats de renommée internationale, dont les membres risquent leur vie pour représenter des victimes de cas emblématiques de violation des droits de l'Homme au Guatemala. Les avocats de BJDH ont obtenu des jugements qui ont fait date et amélioré l'accès à la justice pour de nombreuses victimes de violations passées ou présentes. En 2016, ont débuté plusieurs procès emblématiques, intensifiant les menaces reçues par ces avocats et amenant PBI à solliciter son réseau d'alerte en avril. Nous avons diffusé une information détaillée à une large audience locale, nationale et internationale demandant

plus particulièrement à la communauté internationale d'aborder ce sujet avec le gouvernement du Guatemala et d'envoyer des observateurs internationaux. Le sujet a été abordé au moins à 4 reprises avec le gouvernement lors d'entretiens bilatéraux de haut niveau, ainsi que lors du G13 en juillet. Les avocats de BJDH ont également participé à des entretiens diplomatiques, notamment avec le représentant spécial de l'Union Européenne (UE) pour les droits de l'Homme. Les avocats et les témoins, lors des procès, ont dit s'être sentis mieux soutenus et plus en sécurité grâce à l'action de PBI. Six ambassades, la délégation de l'UE et l'OHCHR ont envoyé des observateurs. PBI va continuer à suivre cette situation de près dans la mesure où les procès se poursuivent en 2017.



Christina Auerbach et Esmeralda Saldaña devant l'office des Nations Unies à Genève

TOURNÉE DE PLAIDOYER : Christina Auerbach et Esmeralda Saldaña, de l'organisation familiale "Pasta de Conchos", Mexique

En novembre et décembre PBI a organisé une tournée dans six pays européens pour Christina Auerbach et Esmeralda Saldaña dans le but d'attirer l'attention sur les dangers de leur travail de promotion des droits économiques, sociaux et culturels (DESC) dans la région minière de Coahuila au Mexique. Elles ont participé à six événements publics, donné plusieurs interviews, et fait le sujet d'un petit documentaire sorti en janvier 2017. Elles ont participé à Genève au 5ème forum des Nations Unies sur "Entreprises et droits de l'Homme" et à de nombreux entretiens

avec des représentants des Ministères des affaires étrangères, des parlementaires, des avocats et des représentants de la société civile en Belgique, Irlande, Norvège, Suisse, aux Pays-Bas et au Royaume Uni. Ce plaidoyer a mis en lumière le travail effectué par Pasta de Conchos, malgré les menaces et intimidations, et amené les politiques et les puissantes compagnies minières à en tenir compte. L'organisation est maintenant connue de l'Organisation Internationale du Travail (OIT). A leur retour au Mexique, les deux représentantes ont été reçues dans les six ambassades des pays visités en Europe. Cette tournée a renforcé le soutien international apporté à leur combat pour améliorer les conditions de vie des mineurs.

Où travaille PBI



Colombie

25 volontaires internationaux accompagnent les membres de 23 organisations et 3 défenseurs individuels, qui oeuvrent en faveur d'une variété de problèmes, tels les violations des droits dues à des intérêts économiques ou les disparitions forcées. Les volontaires sont basés à Bogotá, Barrancabermeja et Apartadó.

Guatemala

10 volontaires internationaux accompagnent les membres de 13 organisations et 2 défenseurs individuels qui travaillent sur des problèmes d'environnement, de droit à la terre, d'impunité et sur les méfaits de la mondialisation. Les volontaires sont basés à Guatemala-ville et se déplacent dans le reste du pays.

Honduras

Six volontaires internationaux accompagnent les membres de 4 organisations et 3 défenseurs individuels qui travaillent sur les droits de l'Homme au travail, le droit à la terre, le droit des populations indigènes, la liberté d'expression, le soutien aux victimes, les droits des femmes et des populations LGBT. Les volontaires sont basés à Tegucigalpa.

Indonésie

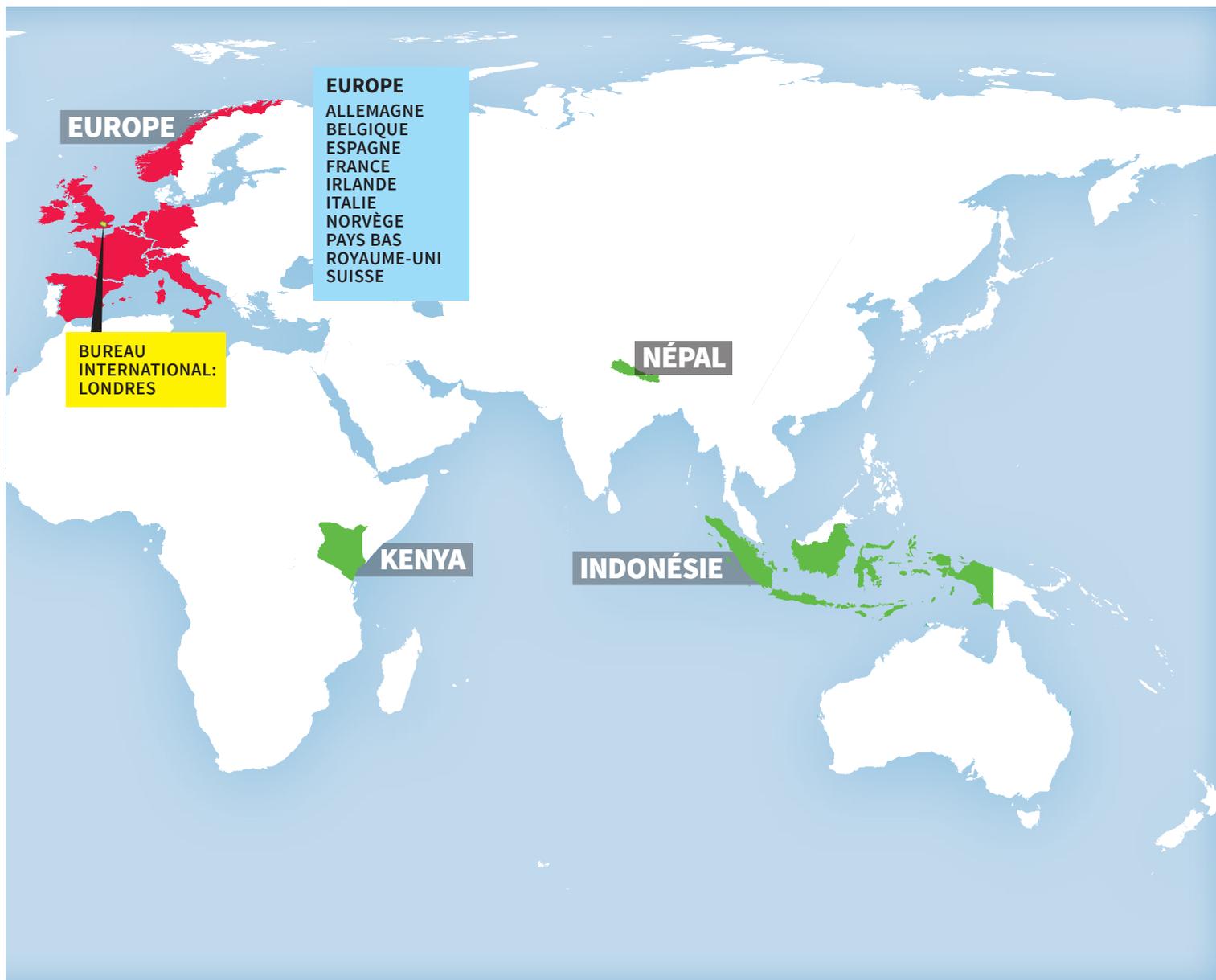
Deux représentants de PBI ont travaillé au projet de PBI construit en partenariat avec l'organisation indonésienne de droits de l'Homme ELSAM. 18 défenseurs papous ont été soutenus grâce à une formation de 4 mois à Jakarta en 2016.

Kenya

Quatre volontaires internationaux et deux coordinateurs ont accompagné les membres de 6 organisations de base dans les bidonvilles de Nairobi et dans la région du Mont Kenya. Ce travail comprend l'observation d'audiences judiciaires, la présence à des rencontres de communautés locales, des visites aux postes de police. PBI-Kenya a également dispensé des formations, du soutien et du plaidoyer pour des groupes vulnérables de défenseurs (parmi eux, des groupes de femmes, des défenseurs des immigrés, des militants du droit à la terre). L'équipe PBI est basée à Nairobi.

Mexique

10 volontaires internationaux accompagnent 14 organisations qui travaillent sur les disparitions



forcées, l'impunité, les droits des femmes, les droits des populations indigènes et la protection de l'environnement. Les volontaires se répartissent en deux équipes de terrain, couvrant au nord les états de Chihuahua et Coahuila, au sud ceux de Oaxaca et Guerrero, et un bureau de coordination à Mexico.

Népal

Un salarié international et 5 salariés locaux, basés à Katmandou, travaillent pour NepalMonitor.org, un dispositif visant à la prévention des conflits qui localise les incidents de sécurité et les atteintes aux droits sur l'ensemble du territoire. En 2016, 3086 incidents ont été recensés.

Le nombre de volontaires cité dans chaque programme est le nombre moyen en poste pendant l'année

Les groupes nationaux de PBI

Sans ses groupes nationaux, PBI ne pourrait offrir aux défenseurs un accompagnement international et son impact serait limité. Les groupes nationaux font connaître les défenseurs et bâtissent pour eux des réseaux de soutien. Grâce à leurs liens avec les acteurs (politiques, associatifs, militants) de leur pays ils diffusent le message des défenseurs et concrétisent la réponse de la communauté internationale. Ils contribuent également au recrutement et à la formation des volontaires, informent sur les atteintes aux droits et récoltent des fonds pour les projets de terrain.

Allemagne

Belgique

Canada

Espagne

**États-Unis
d'Amérique**

France

Irlande

Italie

Norvège

Pays-Bas

Royaume-Uni

Suisse

Plaidoyer : quelques faits emblématiques

En 2016, PBI a travaillé en Colombie, au Guatemala, au Honduras, en Indonésie, au Kenya, au Mexique et au Népal, tous pays où les défenseurs des droits de l'Homme sont victimes de menaces, de persécution,

d'arrestations, de disparitions forcées, de torture et d'assassinat à cause de leur engagement. Nous utilisons les informations qui nous viennent du terrain pour susciter vigilance et mobilisation de la commu-

nauté internationale, participant ainsi à la construction d'un monde plus sûr pour les défenseurs.

Les pages suivantes illustrent quelques aspects de nos actions de plaidoyer en 2016.

Défendre les droits économiques, sociaux et culturels (DESC)

Défendre les DESC est très dangereux : presque la moitié des 281 défenseurs assassinés en 2016 travaillaient à défendre le droit à la terre, à l'environnement, les droits des populations indigènes. Une grande partie du travail de PBI en 2016 a été consacrée à promouvoir la protection de ces défenseurs.

PBI a co-organisé un débat sur les besoins de protection des défenseurs DESC au Conseil des droits de l'Homme, avec la collaboration de Michel Forst, rapporteur spécial sur la situation des défenseurs et Navi Pillay, ancienne Haut-Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'Homme. Nous avons utilisé les informations collectées grâce à nos relations étroites avec des militants de base, pour communiquer des faits et faire des recommandations qui ont été reprises dans deux documents officiels : la résolution sur les défenseurs DESC du conseil norvégien des droits de l'Homme (adoptée le 24 mars 2016) et le rapport de Michel Forst, publié en octobre, pour l'Assemblée générale des Nations Unies.

PBI a élaboré un rapport très documenté sur les défenseurs DESC dont il a été tenu compte dans le deuxième rapport périodique du Honduras, publié par le comité des DESC des Nations Unies (11/07/2016)

Le rapport "je pense, donc je résiste" coordonné par PBI-État espagnol et PBI-Catalogne, avec le soutien des équipes PBI du Honduras, de Colombie, du Guatemala, du Mexique et du Royaume Uni a été largement diffusé en Espagnol, Basque, Catalan et Anglais. Il collecte des expériences des défenseurs DESC d'Amérique latine et recommande des stratégies efficaces pour leur protection. Nous avons également mis



Amanda Caal et Feliciano Macario de CONAVIGUA lors de la marche pour l'eau, Guatemala-ville, 22 avril 2016

"PBI me permet de rester vivante. Parfois je sens la mort toute proche, qui m'étreint la gorge, comme disent les mineurs. PBI me donne – à moi et à d'autres défenseurs – la possibilité de me relever vivante chaque matin et je lui en suis très reconnaissante"

Cristina Auerbach
Mexique

Source: Pasta de Conchos: The struggle for justice, <https://www.youtube.com/watch?v=4LrP9PGIt5o>

ces dispositifs de protection à l'ordre du jour du sous-comité des droits de l'Homme du parlement européen – dans le contexte des investissements en provenance de pays européens – et permis au Père Alberto Franco (CIJP, Colombie) d'y apporter son témoignage. Nous avons accueilli des défenseurs du Honduras, du Guatemala et du Mexique au 5ème forum des Nations Unies sur "Entreprises et droits de l'Homme" à Genève, co-organisé une session à laquelle ont assisté des représentants des gouvernements d'Amérique et d'Europe, et facilité les rencontres des défenseurs avec ces diplomates, notamment ceux travaillant à l'organisation Internationale du Travail (OIT).

35 ans au service de la défense des droits de l'Homme

PBI a célébré ses 35 années de combat à travers diverses manifestations. Aux Pays-Bas, la ville d'Utrecht appartient au réseau des villes-refuges pour les défenseurs. Dans ce cadre, PBI a organisé une rencontre avec Andrew de Sousa (PBI-Indonésie) et projeté le film "Terre de maïs". PBI-Suisse a monté une exposition de photos à Lausanne et une rencontre festive à Bâle pour des défenseurs du Guatemala et du Mexique et beaucoup d'anciens volontaires. PBI-Allemagne

a organisé une promenade en bateau "alternative" à Hambourg : à chaque station était transmise une information sur les droits de l'Homme et le travail de PBI, accompagnée de musique en "live" et du témoignage des fondateurs de PBI-Allemagne. PBI-Royaume Uni a produit une vidéo "les Mandelas invisibles" sur le courage des défenseurs et organisé une conférence sur le thème "Construire un environnement porteur pour les défenseurs des droits de l'Homme" qui a réuni plus de 150 participants. Michel Forst, rapporteur spécial des Nations Unies en était un intervenant de marque.



Développer les réseaux de soutien des défenseurs

En 2016, PBI a organisé 20 tournées de plaidoyer. On peut prendre l'exemple de celle organisée pour Gacheke Gachihi, coordinateur du Centre pour la justice sociale de Mathare et membre de Bunge la Mwananchi. Il a pu se rendre au Royaume Uni, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Suisse et en Irlande pour attirer l'attention sur les risques importants qu'affrontent

“Les tournées internationales montrent à nos gouvernants que notre combat n’est pas seulement local : il est global. Au Kenya, un militant des droits de l’Homme est considéré comme un dissident, un fauteur de trouble, un marginal inemployable. Ces tournées nous humanisent et restaurent notre dignité. Elles nous donnent l’espoir de pouvoir poursuivre notre combat”

Gacheke Gachihi
Irish Times (avril 2016)



Gacheke Gachihi, défenseur Kenyan devant le siège des Nations Unies à Genève, avril 2016

les défenseurs au Kenya et développer son réseau de soutien. Il a rencontré des représentants des pouvoirs publics, des politiques et des avocats. Auprès de différentes instances des Nations Unies (Haut-Commissariat aux droits de l'Homme, Rapporteur spécial pour les défenseurs, Bureau du rapporteur spécial sur les

exécutions extra-judiciaires, sommaires ou arbitraires) il a exprimé ses préoccupations concernant les violences policières, les exécutions extra-judiciaires et les processus de criminalisation. Il a rencontré des ONG, des fondations, pris la parole lors de différentes manifestations et été interviewé par le Irish Times.

Développer le soutien des populations à la défense des droits de l'Homme

Les groupes nationaux de PBI jouent un rôle essentiel pour les actions de plaidoyer et l'organisation des tournées de défenseurs. En outre, ils travaillent à susciter l'intérêt du public pour les droits de l'Homme et l'engagement des défenseurs à travers toutes sortes d'activités. Cela va du théâtre de marionnettes et des ateliers pédagogiques grâce auxquels PBI-Allemagne touche plus de 5 500 personnes, aux premières campagnes de crowd-funding menées en Suisse et en France.

Nous sommes amenés à collaborer avec des partenaires qui poursuivent les mêmes objectifs que nous : cette collaboration se révèle souvent plus fructueuse que ne le serait la somme des actions de chaque participant. Ainsi PBI-Belgique a co-organisé un séminaire sur “Industrie minière et droits de l'Homme au Mexique”, PBI-Italie a rejoint la campagne “in difesa di” et PBI-Irlande a organisé une rencontre entre acteurs des processus de paix en Irlande et en Colombie. PBI-Norvège a organisé avec ses partenaires un festival de films “Human Rights/Human Wrongs” et la traditionnelle marche aux flambeaux à Oslo pour célébrer le processus de paix en Colombie. PBI-France, en collaboration avec Amnesty, l'ACAT et Caritas a animé 4 séminaires avec des défenseurs. PBI-État espagnol a co-organisé



Atelier de théâtre de marionnettes organisé par PBI-Allemagne, Hambourg, juin 2016

Karin Gerdes (Lennort Kulturkapelle)

des séminaires à Barcelone et Madrid pour développer les réseaux de soutien aux femmes défenseurs en zone de conflit. PBI-Pays Bas a oeuvré de même au sein de

Utrecht-ville refuge et PBI-Royaume Uni a organisé trois conférences sur les défis posés aux défenseurs du droit à la terre par le processus de paix en Colombie.

REGARDS SUR les activités de terrain

En 2016, PBI a travaillé avec des défenseurs des droits de l'Homme en Amérique latine (Colombie, Guatemala, Honduras et Mexique),

en Afrique (Kenya), en Asie (Indonésie, Népal). Les pages suivantes se proposent de donner un aperçu de la complexité et des risques

qu'ils doivent gérer – et de la façon dont PBI a pu les aider dans cette tâche.

KENYA

En 2016, PBI-Kenya a été engagé avec des défenseurs "de base" et des organisations défendant la justice sociale dans les bidonvilles de Nairobi (Mathare, Kariobangi, Kamukunji, Mukuru, Kibera) et avec deux communautés dans la région du Mont Kenya. PBI participait à des réunions régulières de travail, à des ateliers d'analyse des risques, accompagnait les défenseurs dans les postes de police et assistait à des audiences judiciaires. En outre, PBI a facilité la rencontre de ces défenseurs issus de la base avec des représentants des ONG officiellement établies, avec des institutions publiques, des représentations étrangères. En août, PBI a organisé une rencontre entre un conseiller du Bureau du Haut-Commissaire aux droits de l'Homme et le Centre pour la justice sociale de Mathare, dans ses locaux à Mathare.

Tout au long de l'année PBI a reçu plusieurs demandes de soutien de la part de défenseurs ayant fui au Kenya depuis le Soudan du sud, l'Éthiopie et le Burundi. Pour prendre en charge les besoins de

protection de ces exilés et faire face aux défis qu'ils affrontent, PBI a procédé à une évaluation des besoins en août 2016, grâce aux fonds reçus du Ministère allemand de la coopération et du développement (programme du service civil pour la paix).

Nouveauté : En 2016, PBI-Kenya a mis au point une boîte à outils numérique pour les femmes défenseuses, après avoir consulté ces femmes elles-mêmes. Cet outil a été financé par la fondation Evan Cornish. Le 25 novembre a eu lieu son lancement avec le soutien de la Délégation de l'UE au Kenya. Son représentant, Andrew Barnard, assura la présentation de l'évènement. La boîte à outils (<http://www.toolkit-whrd-kenya.org/>) offre des ressources et des conseils adaptés aux femmes défenseuses de base, qui manquent de connaissances sur les programmes de soutien auxquels elles pourraient faire appel et pâtissent de l'absence de réseau de solidarité. En 2017, PBI-Kenya va s'employer à diffuser cet outil dans les bidonvilles de Nairobi. Le lancement a eu lieu dans l'église du Rédempteur à Mathare : y assistèrent de nombreuses défenseuses mais également

"On ne peut éliminer les risques dans un travail en faveur des droits humains. La solution est d'assurer aux défenseurs soutien et protection, pour leur permettre de poursuivre leur engagement!"

Une défenseuse d'un bidonville de Nairobi

des représentants des pouvoirs publics et de la communauté internationale. Trois femmes défenseuses furent invitées à parler de leurs expériences dans les bidonvilles : Anastasia Wakonyo de Mukuru, Ruth Mumbi de Mathare et Lydia Kemuma de Kibera ont donné d'intéressants aperçus de leur travail quotidien et de leurs combats. Ces puissants témoignages, souvent très personnels, illustrent les effets psychosociaux délétères que leur engagement peut avoir sur leur bien-être et leur sécurité.

Trois défenseuses interviennent au cours du lancement de la boîte à outils le 25 novembre 2016 : de gauche à droite, Anastasia Wakonyo de Mukuru, Ruth Mumbi de Mathare, et Lydia Kemuma de Kibera.



MEXIQUE

En raison de la situation très critique des droits de l'Homme au Mexique⁶ et des risques croissants que cela entraîne pour les défenseurs, PBI a élargi et intensifié son accompagnement des organisations de la société civile. Dans le nord du Mexique, PBI a assuré plusieurs accompagnements temporaires et dispensé des formations à la sécurité aux membres des organisations rassemblées dans le Réseau de défense des territoires indigènes de la Sierra Tarahumara qui travaille avec les communautés locales dans le contexte de vastes projets d'exploitation économiques. Au niveau national, PBI a accompagné le Groupe de travail "Entreprises et droits de l'Homme au Mexique" qui met en place un vaste Plan d'Action National pour que le pays se conforme aux lignes directrices des Nations Unies sur ce sujet. A Oaxaca, PBI a participé à un atelier de travail réunissant Communautés locales et organisations de défense des droits humains pour élaborer un diagnostic qui devrait servir de base de travail au Plan d'Action national.

A la suite d'une récente enquête au Mexique, le comité des Nations Unies contre les disparitions forcées a considéré que celles-ci étaient largement répandues, et s'est dit préoccupé qu'elles ne soient pas considérées comme des crimes. Dans le cadre de son accompagnement des associations militant contre les disparitions forcées, PBI a organisé en novembre une rencontre entre les membres de la Campagne Nationale contre les Disparitions Forcées, le Mouvement pour nos Disparus (qui compte plus de 100 groupes de familles de disparus) et les représentants du corps diplomatique à Mexico. Les associations ont présenté un document listant les dispositions minimales devant être incluses dans la Loi Générale contre les Disparitions et pressé la

COLOMBIE

Le contexte socio-politique en Colombie a été marqué par la signature des accords de paix, qui a finalement eu lieu le 1er décembre, mais ni les négociations, ni la signature des accords de paix n'ont apporté la paix aux militants des droits de l'Homme, qui ont été victimes de nombreux assassinats et agressions. C'est pourquoi PBI-Colombie a dû mobiliser à trois reprises son réseau international d'alerte.

En 2016 PBI-Colombie s'est engagé dans un nouveau dispositif d'observation, dans le cadre du processus de paix, en accompagnant la plateforme DiPaz, un collectif de la société civile dédié à la surveillance du cessez-le-feu bilatéral et la démobilisation des FARC dans la région d'Urabá.



Un volontaire de PBI et la vice-gouverneure de la communauté déplacée Raramuri à Ciudad Juárez, María Rosalinda Guadalajara, octobre 2016

communauté internationale de s'impliquer dans l'adoption d'une loi qui soit conforme aux standards internationaux.

Nouveauté : A travers ses formations à la sécurité, PBI propose aux défenseurs des stratégies les aidant à mieux se protéger et, par conséquent à poursuivre et étendre leur activité dans des contextes menaçants. Pour multiplier cette action, PBI a co-animé en 2016 une formation de formateurs avec les organisations locales de la société civile. Les participants ont expérimenté de nouveaux outils, destinés à les aider à préparer, animer, assurer le suivi d'ateliers de formation aux multiples aspects de la sécurité. En 2017 nous prévoyons d'ajouter deux modules supplémentaires, sur l'approche psycho-sociale et le plaidoyer. Cela permettra à ces pratiques relatives à la sécurité se diffusent dans des zones où PBI n'est pas implanté.

Réussite : pendant le premier semestre de 2016, PBI a travaillé avec Intermón Oxfam pour organiser une visite de terrain du représentant spécial de l'UE auprès du processus de paix, Eamon Gilmore, dans la région d'Urabá. La visite eut lieu en juillet : Eamon Gilmore était accompagné de l'ambassadeur de la Délégation de l'UE en Colombie, des représentants des ambassades de Suède, de France, d'Espagne et de l'Agence de coopération espagnole.

Nouveauté : l'équipe de communication de PBI-Colombie a produit une vidéo et une publication qui ont été appréciées des organisations accompagnées, des défenseurs et des groupes nationaux. Elles permettent à ces

"...Nous pensons que c'est une tâche très importante pour ce pays que les défenseurs soient protégés, qu'ils se sentent en sécurité, et que les dispositifs de protection des défenseurs fonctionnent. Car comme nous le savons tous, les lois sont une chose – une chose importante à la base de tout – mais la mise en œuvre de la loi est aussi importante pour garantir la sécurité"

Viktor Elbling
ambassadeur d'Allemagne
au Mexique

⁶ Situación de derechos humanos en México, Comisión Inter-Americana de Derechos Humanos, 31 de diciembre de 2015.

derniers de montrer le travail de PBI en Colombie. La vidéo "que fait PBI en Colombie", traduite en 5 langues résume en 3 minutes l'effet dissuasif apporté par l'accompagnement international. La version espagnole a été visionnée plus de 2 900 fois.

Fin 2016, PBI-Colombie a publié "Pissenlits – le voyage de l'accompagnement", une BD dont les 6 chapitres relatent différents accompagnements emblématiques assurés par PBI en 22 ans de présence en Colombie. L'agence Efe a été chargée de la diffusion de l'ouvrage : son communiqué a été publié dans la presse de huit pays différents, en Europe et en Amérique latine.

⁹ El Espectador: Corte aprueba el 'fast track' para implementar acuerdo de paz, 13 de diciembre de 2016

REGARDS SUR les activités de terrain

HONDURAS

2016 a été emblématique pour PBI-Honduras par suite des événements intervenus dans le pays : nous avons été obligés de nous adapter ce à quoi nous sommes parvenus grâce à l'investissement de l'équipe (la plus récente de PBI) et des défenseurs. Le déplorable assassinat de la militante de l'environnement Berta Cáceres en mars a intensifié le travail de PBI qui a élargi ses accompagnements sur le terrain à neuf défenseurs, et développé l'activité du siège pour pouvoir soutenir un plus grand nombre d'organisations.

Nos accompagnements et notre présence en tant qu'observateurs internationaux ont renforcé le travail de défenseurs actifs dans les domaines du droit des femmes, des DESC, du respect des diversités sexuelles, et de la liberté d'expression. Nos publications - rapports, alertes, newsletters - ont contribué à mettre en lumière la nécessité de faire mieux respecter les droits des communautés

indigènes à donner un consentement "libre, préalable et informé" sur les mégaprojets d'équipement les concernant et à développer les dispositifs de protection nationaux et internationaux pour les défenseurs.

Avec l'objectif de toucher un plus grand nombre de défenseurs nous avons parachevé un dispositif "ombrelle" qui nous permet d'accompagner non seulement les organisations qui ont contracté avec nous mais aussi les partenaires avec lesquels elles travaillent.

Enfin nous avons initié un nouveau domaine d'activité avec l'animation d'ateliers de formation à tous les aspects de la sécurité, avec un accent sur les questions de genre.

En consolidant et développant nos équipes, nous avons renforcé la légitimité de notre projet aux yeux des autorités nationales et internationales.

Réussite : CEHPRODEC a été la première organisation accompagnée par PBI depuis le début de

notre présence au Honduras en 2013. Elle travaille pour le droit à l'alimentation et les DESC et propose son aide aux populations rurales et indigènes qui veulent défendre leur terre. Au début nous avons privilégié l'accompagnement physique et avons assuré environ 70 accompagnements. En outre, en 2016, nous avons organisé une tournée de plaidoyer pour un de ses leaders qui s'est rendu au Royaume Uni, en Suisse, en Allemagne, en Belgique et aux USA. Cela a accru la visibilité de l'organisation et développé ses relations avec des membres du Parlement européen, de l'ONU, de la Commission Interaméricaine aux droits de l'Homme ainsi qu'avec des avocats qui ont proposé leur aide dans des situations de criminalisation ou de protestation sociale. La tournée a donné lieu à une invitation aux USA où l'ONG a rencontré le rapporteur spécial pour les défenseurs, Michel Forst.

GUATEMALA

On a commémoré en 2016 le 20ème anniversaire des accords de paix. A cette occasion, PBI a organisé un événement public sur la participation de la société civile à la démocratie guatémaltèque et sur la situation des défenseurs. Ces derniers courent toujours beaucoup de risques. Bien qu'en 2016 le nombre total d'agressions ait diminué, la violence s'est approfondie et on assiste à un retour des mécanismes faisant appel à la terreur comme moyen de contrôle social. De plus, 2016 a été la première année du gouvernement de Jimmy Morales qui a montré sa volonté de ne pas toucher au modèle économique basé sur l'exploitation des ressources naturelles. C'est à la base de tous les conflits dans le pays et cela accroît le processus de militarisation du territoire. PBI a intensifié ses accompagnements des organisations situées dans le département de l'Est et de Quiché, où la militarisation, liée à l'implantation de grands projets économiques, est la plus importante. C'est dans ce but que PBI a organisé la participation de défenseurs du Conseil des communautés de Cunén et du coordinateur de la centrale paysanne Ch'orti' Nuevo Dia à deux tournées de plaidoyer en Europe. Plaidoyer d'autant plus important que ces régions sont éloignées de la capitale et ne bénéficient guère de la présence internationale. Cela a encouragé des représentants de la communauté internationale à se rendre dans ces régions et, de ce fait, à dissuader des agressions. Les personnes qui défendent les droits humains en lien avec la défense de l'environnement, de la nature, des ressources naturelles,

Un volontaire PBI en mission d'observation lors de l'assemblée de la centrale paysanne Ch'orti' Nuevo Dia, Chiquimula, 26 octobre 2016



des ressources en eau et l'accès à la terre sont celles qui sont le plus agressées au Guatemala. C'est pourquoi il est important de souligner d'importantes avancées dans le combat juridique entrepris par plusieurs communautés pour défendre leur terre et leurs ressources naturelles. C'est le cas de la "Résistance pacifique des communautés de San José del Golfo et de San Pedro Ayampuc", accompagnée par PBI depuis 2012, face à l'installation de projets miniers. Grâce à leur combat pacifique, les communautés ont obtenu des décisions de justice qui suspendent les projets miniers.

En dépit de cette victoire, la mine était toujours ouverte fin 2016 : c'est pourquoi il faut rester vigilant, la société qui exploite la mine et le Ministère de l'énergie et des mines ne respectant pas le jugement et les risques de violence restent présents. Par ailleurs, PBI a contribué à augmenter la sécurité des défenseurs dans les zones rurales (essentiellement des femmes) en organisant des ateliers de formation à la sécurité et à la gestion du stress engendré par les pratiques de diffamation et criminalisation utilisées par leurs adversaires.

INDONÉSIE

En 2016, PBI a poursuivi sa coopération avec ELSAM (Institut pour la recherche en politique et pour le plaidoyer) pour former deux nouveaux groupes de défenseurs. Ce sont maintenant 29 personnes qui ont terminé le cursus de 4 mois de formation intensive, portant sur plusieurs aspects relatifs à leur sécurité, et à leur efficacité pour développer les droits humains dans les zones rurales : théorie et pratiques de sécurité, droit, recherche et collecte de données, plaidoyer. En octobre nous avons commencé notre première formation de formateurs, consolidant les aptitudes acquises par nos anciens stagiaires et les encourageant à diffuser notre matériel de formation dans leurs communautés et réseaux. Le manuel que nous avons mis au point sera publié en Indonésie en 2017. Il est prévu de publier également une version en Anglais pour une diffusion internationale. Nos formations ont amené de nouvelles organisations dans notre réseau et nous prévoyons, en 2017, de les étendre à des défenseurs originaires d'autres régions d'Indonésie, plus particulièrement à ceux qui travaillent sur la protection de la terre et des ressources naturelles. Au niveau international, nous avons participé à une rencontre aux Pays-Bas organisée par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) sur la sécurité des défenseurs de l'environnement en Amérique latine, Afrique et Asie. Un ancien stagiaire a fait une communication dans une rencontre à Bruxelles. Enfin PBI a organisé une rencontre entre des stagiaires issus des trois cohortes déjà formées, des membres des représentations diplomatiques et un Rapporteur spécial des Nations-Unies.

Participation à un atelier de formation en Indonésie soulignant l'importance de la mise en réseaux des défenseurs.



Réussite :

après une année de travail, le premier ouvrage sur notre projet de recherche a été publié par ELSAM (Pembela HAM Menuhis: "Documenter la situation des droits de l'Homme en Papouasie"). Ce projet a commencé par une première recherche à la mi-2015, enrichie de deux enquêtes suivies d'ateliers d'écriture en 2015 et 2016. Pour la plupart des défenseurs qui ont contribué à ce travail, c'est la première fois qu'ils publient quelque chose, et la première fois que les problèmes spécifiques de leurs communautés sont analysés, à travers le prisme des droits de l'Homme, à destination d'un large public. La réception de cet ouvrage a été exceptionnellement positive, au point qu'il a été nommé

"Nous voulons vous remercier, ce programme a vraiment aidé notre organisation... nous constatons son impact sur la créativité de Mina (une stagiaire). Comme vous pouvez le constater, elle est très motivée"

Père Anselmus Amo
janvier 2016

pour un prix international des droits de l'Homme ; la version numérique a été visionnée plus souvent que la moyenne des autres publications d'ELSAM.

NÉPAL

La recension quotidienne des incidents relatifs aux droits humains et à la sécurité sont le cœur de l'activité de COCAP (Collectif de 43 associations œuvrant pour la paix) et de NepalMonitor pour 2016.

3086 incidents ont été recensés – 459 concernaient les droits humains en général, 1867 des questions de sécurité, 982 des violences liées au genre et 37 des menaces contre les défenseurs. En même temps le nombre d'abonnés est passé de 900 à 2 200, l'augmentation venant principalement de défenseurs situés à l'extérieur de Katmandou.

NepalMonitor a également développé ses activités dans les domaines adjacents de sensibilisation, protection et formation des défenseurs. A travers son réseau, NepalMonitor a également participé à de nombreuses autres initiatives : ainsi, nous avons organisé, conjointement

avec TRIAL international (une ONG qui lutte contre l'impunité), 5 formations pour des journalistes et des défenseurs pour les entraîner à rendre compte des problèmes de droits de l'Homme au sein du système des Nations-Unies et à traiter les violences sexuelles comme des crimes selon le droit international. Nous avons également poursuivi notre collaboration avec Saferworld (une ONG internationale qui travaille à la prévention des conflits violents) et ses partenaires locaux pour des publications dans la revue trimestrielle Quarterly Conflict Early Warning, alimentées par les contributions d'organisations de défense situées dans les 5 régions du Népal. NepalMonitor a participé à deux conférences de plaidoyer, avec Saferworld, à Katmandou et à Bruxelles. Enfin nous avons assuré une formation de deux jours pour des défenseurs venus de 17 districts du Terai en mai, deux formations sur la sécurité "sur le

terrain" pour des défenseurs du Centre et de l'Extrême ouest du Népal, et, au niveau national une formation sur la sécurité des données informatiques en décembre. Tout ceci en plus des formations de sensibilisation régulièrement assurées en dehors de Katmandou. Deux informaticiens sont venus en été aider l'équipe à développer ses programmes de géolocalisation.

Nouveauté : la recension des atteintes aux droits et des incidents de sécurité s'est poursuivie en 2016. Pour améliorer encore notre base de données et pour qu'elle puisse servir à une analyse des évolutions à long terme de la violence en Asie, NepalMonitor.org et la Fondation pour l'Asie ont mis en place un programme pilote d'observation. Ce programme élargit les sources utilisées pour recenser les incidents aux sites de la police et aux journaux locaux, et expérimente un système de codage destiné à favoriser les analyses quantitatives.

Nos volontaires, nos bénévoles et nos soutiens

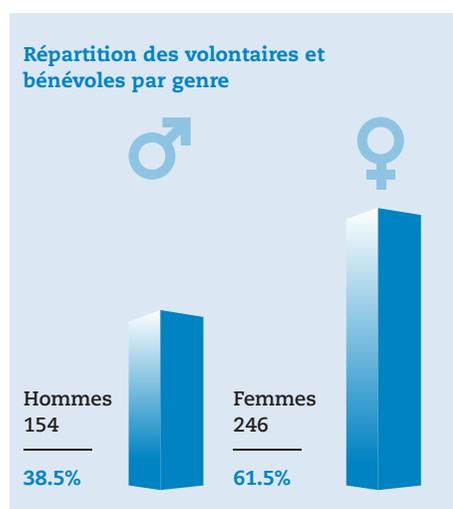
Sans les centaines de personnes et d'organismes qui soutiennent PBI avec leur temps, leur énergie et leurs contributions financières, notre travail en faveur des droits de l'Homme ne serait pas possible.

Merci à tous pour leur engagement en faveur de PBI!

Nos volontaires et nos bénévoles

En 2016, PBI a bénéficié de l'engagement de 400 volontaires et bénévoles, investis dans les programmes de terrain, les groupes nationaux et au secrétariat international.

301 volontaires et bénévoles se sont investis dans 12 groupes nationaux, 7 programmes en terrain et au secrétariat international en 2016. 99 volontaires ont apporté soutien et protection à 649 défenseurs. Les volontaires internationaux viennent de :



Nos soutiens en 2016

Nous tenons à remercier les nombreuses personnes et organismes qui nous ont apporté un soutien financier en 2016. Parmi eux :

Agència Catalana de Cooperació al Desenvolupament (ACCD)
 Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID)
 Agencia Vasca de Cooperación para el Desarrollo
 Amnesty International
 Ajuntament de Barcelona
 Ayuntamiento de Castelló de la Plana
 Ayuntamiento de Donostia/San Sebastián
 Ayuntamiento de Madrid
 Ayuntamiento de Pamplona
 Ayuntamiento de Santander
 Ayuntamiento de Valladolid
 Basilian Center for Peace and Justice
 Berti Wicke-Stiftung
 Brot für die Welt - Bread for the World
 Bureau de Avocats de Paris
 Campbell Webster Foundation
 Canadian Auto Workers Social Justice Fund
 Caritas France Foundation
 Chiesa Evangelica Valdese Unione delle Chiese metodiste e valdesi

Christian Aid - Irish Aid - IAPF
 Christian Aid - ITL
 Civil Peace Service (resources provided by the German Federal Ministry for Economic Cooperation and Development (BMZ)
 Délégation Genève Ville Solidaire (DGVS)
 Diputación de Barcelona
 Donations Privées
 Embassy of Finland
 Embassy of Switzerland
 Engagement Global
 Etat de Genève, Solidarité Internationale (SSI)
 EU Delegation to Kenya
 European Instrument for the Democracy and Human Rights (EIDHR)
 Evan Cornish Foundation
 Ev.ref. Kirche St. Gallen-Tablat
 Fédération Vaudoise de Coopération (FEDEVACO)
 Ferster Stiftung
 Fribourg-Solidaire - Fédération fribourgeoise de coopération internationale
 Generalitat Valenciana. Conselleria de Transparencia, Responsabilidad Social, Participación y Cooperación
 Röm.-kath. Gesamtkirchengemeinde Bern und Umgebung (GKG Bern)
 Gobierno de Navarra
 Hartstra Stichting
 ifa (Institut für Auslandsbeziehungen) with

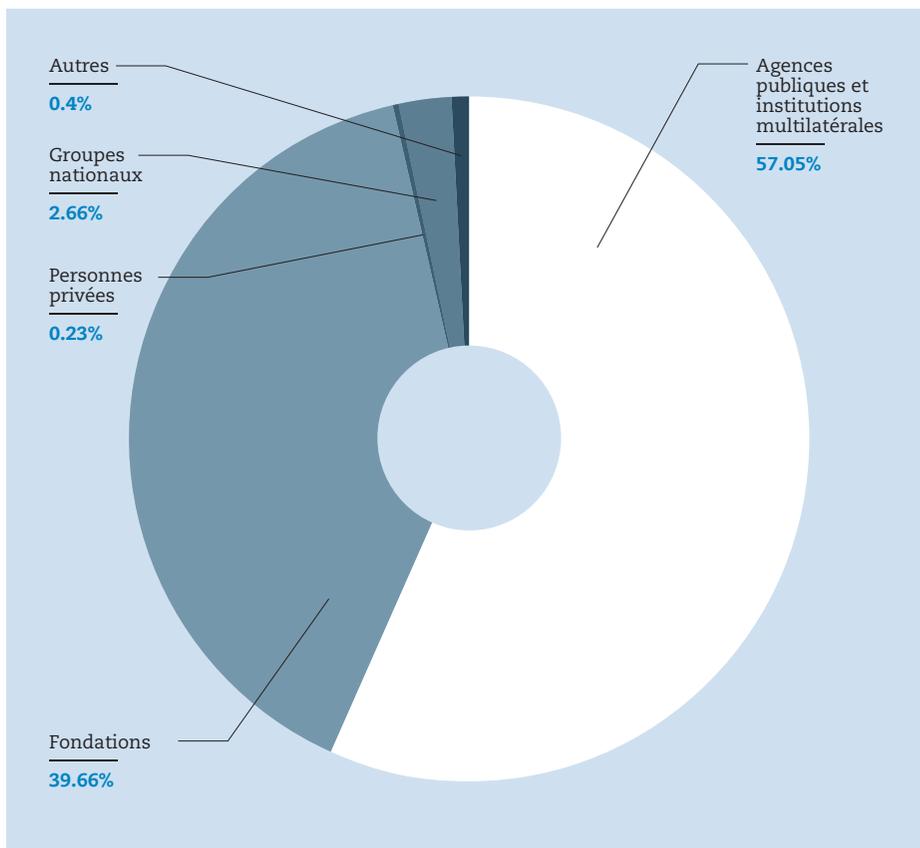
resources provided by the German Federal Foreign Office
 Interchurch Organisation for Development Cooperation (ICCO)
 Jenö Stähelin Stiftung
 Kanton Basel-Stadt
 Law Society Charity
 Mac Arthur Foundation
 Maya Behn-Eschenburg Stiftung
 Mensen met een Missie
 Ministry of Foreign Affairs of Norway
 Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands
 Misereor
 Non Violence XXI
 Open Society Foundation
 Open Society Institute
 Oxfam Intermón
 Oxfam Solidarité
 Parioisse de Bienne
 Réserve Parlementaire
 Rosa Luxemburg Foundation
 Sigrid Rausing Trust
 Smartpeace Foundation
 Stiftung Temperatio
 Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC)
 Terra 21
 The Overbrook Foundation
 Trócaire
 UNIFOR

Qui finance PBI ?

Pour notre travail de protection des défenseurs des droits humains, nous dépendons du soutien de personnes individuelles, de fondations, d'institutions religieuses, d'agences gouvernementales et d'autres sources multilatérales.

La plupart des subventions provenant d'agences publiques et de fondations sont collectées par les groupes nationaux en lien avec les programmes de terrain. Les groupes nationaux entretiennent également d'étroites relations avec les donateurs individuels en Allemagne, en Belgique, au Canada, en Espagne, aux Etats-Unis d'Amérique, en France, en Irlande, en Italie, en Norvège, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et en Suisse.

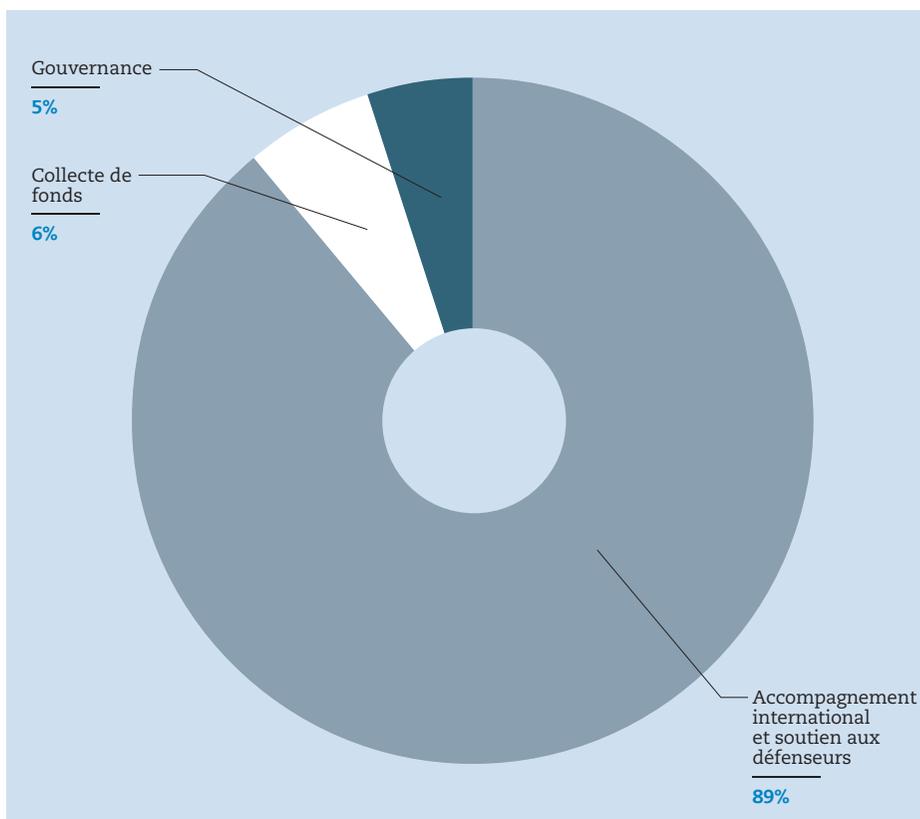
Total des ressources en 2016* : 2.272.000 €



Comment PBI utilise ses ressources

Pour chaque euro reçu, 89 cts sont dépensés pour le travail en faveur des droits de l'Homme, 5cts pour garantir que la gouvernance de nos établissements est conforme aux principes fondateurs de PBI (horizontalité et prise de décision par consensus). Les 6 cts restant servent à financer les frais de collecte de fonds.

Dépenses totales en 2016* : 2.360.000 €



* tous les chiffres sont en euros et font l'objet d'un audit financier. Les comptes présentés ici n'incluent pas les groupes nationaux qui ont une personnalité juridique propre.



peacebrigadesinternational

Promotion de la non-violence et des
droits de l'Homme depuis 1981

www.peacebrigades.org

PBI : contacts

GROUPES NATIONAUX

BELGIQUE

23 rue Lt F Wampach
B-1200 Bruxelles
Belgique
✉ info@pbi-belgium.org

CANADA

323 Chapel Street
Ottawa, Ontario
K1N 7Z2
CANADA
☎ +1 613 237 6968
✉ info@pbcanada.org

FRANCE

21 ter rue Voltaire
75011, Paris, France
☎ +33 14373 4960
✉ pbi.france@free.fr

ALLEMAGNE

PBI Deutscher Zweig. e.V.
Bahrenfelder Straße 101a
22765 Hambourg
☎ +49 40 3890 43710
✉ info@pbi-deutschland.de

IRELANDE

12 Parliament Street,
Dublin 2
République d'Irlande
✉ pbiireland@peacebrigades.org

ITALIE

Via Asiago 5/A, 35010,
Cadoneghe (PD),
Italie
☎ +39 345 269 0132
✉ info@pbi-italy.org

PAYS-BAS

Oudegracht 36
3511 AP Utrecht
Pays-Bas
☎ + 0031- 6-16498221
✉ info@peacebrigades.nl

NORVÈGE

Fredshuset (Peace House)
møllergata 12, 7th floor,
Oslo, Norvège
☎ +47 97092657
✉ kontakt@pbi.no

ESPAGNE

C/General Dávila, 242 B, 4° B,
39006 Santander, Espagne
☎ + 34 659 630 355
✉ admin@pbi-ee.org

CATALOGNE

c/Erasmus de Janer 8, entresòl, despatx 8,
08001 Barcelone, Espagne
✉ catalunya@pbi-ee.org

SUISSE

Gutenbergstrasse 35
3011 Berne, Suisse
☎ +41 31 372 44 44
✉ info@peacebrigades.ch

ROYAUME-UNI

1B Waterlow Road
Londres N19 5NJ, UK
☎ +44 (0)20 7281 5370
✉ susibascon@peacebrigades.org.uk

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Peace Brigades International-USA,
P.O. Box 75880,
Washington DC, 20013
✉ info@pbiousa.org

SECRÉTARIAT INTERNATIONAL

Development House
56-64 Leonard Street,
Londres EC2A 4LT, UK
☎ + 44 (0) 20 7065 0775
✉ admin@peacebrigades.org